

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS
patent des 1^{er} et 16 de chaque mois
et
se paient d'avance.
LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES
Trois mois..... 5 fr.
Six mois..... 9 fr.
Un an..... 16 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

Envoyer avec la demande d'abonnement
un bon de poste.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL
Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS
sont reçues au
Bureau du Journal
du Lot
et
se paient d'avance
Annonces... 25 c. à lig
Réclamations... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3
M. Laffite et Co, place de la
Bourse 8, sont seuls chargés,
à Paris de recevoir les annonces
pour le Journal du Lot.

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Cahors, le 27 Mai 1871

Dépêches Télégraphiques

Versailles, le 27 Mai, 1 h. 30 m. matin.

Le Chef du Pouvoir exécutif aux Préfets

Les troupes ont conquis tous les points et enlevé la place du château d'Eau, la caserne du Prince Eugène, les gares de chemins de fer et il ne leur reste plus que Belleville à occuper.

Nous avons fait déjà plus de 20,000 prisonniers.

Pour copie conforme :
Le Préfet du Lot,
E. POUJY.

On lit dans le Soir :

D'après une dépêche de Bruxelles, datée du 23 mai, le bruit court que les citoyens Félix Piat et Pascal Grousset sont arrivés dans cette ville. Si le fait est vrai, nous espérons que le gouvernement belge ne refusera pas leur extradition.

On lit aux dernières nouvelles de la Liberté :

Le ministère des finances vient de sauter, et des débris de papier brûlé arrivent jusqu'au Pecq; nous en possédons des échantillons entre les mains.

La dépêche suivante a été adressée aux maires des localités voisines de Paris.

Le 24 mai 1871, 8 h. 50 m.

Intérieur à maires : Sevres, Meudon, Saint-Germain, Rueil.

Insurrection, vaincue à Paris, se venge par l'incendie. Réunissez d'urgence les pompiers de votre commune et faites-les venir à Paris.

Rendez-vous au Trocadéro, avec pompes et costume de feu. Mettez-vous à la disposition du maréchal Mac-Mahon. Prévenez-moi télégraphiquement.

Versailles, 25 mai, 4 h. 30 du soir.

Le fort de Bicêtre est occupé par nos troupes. On assure que Raoul Rigault a été fusillé dans la matinée.

Une épaisse fumée couvre toujours Paris et fait craindre de nouveaux incendies.

On écrit au Journal de Bordeaux :

Hier soir, on discutait avec véhémence dans les salons de M. Thiers les dures conditions de la paix. Un ou deux membres du gouvernement du 4 septembre laissaient peser toute la responsabilité du traité sur le gouvernement actuel. Depuis quelques instants, M. Thiers, accoudé à la cheminée et causant lui-même avec un membre du corps diplomatique, réprimait des marques d'impatience. N'y tenant plus, il

quitte brusquement son interlocuteur, et s'avance vers le groupe. On l'écoute, on lui fait place, on l'entoure.

« Les conditions de la paix, messieurs, dit-il avec feu, ce n'est pas moi qui les ai faites ; c'est le 4 septembre. Le 31 octobre j'eusse fait la paix si j'avais été le maître, sans donner un pouce de notre territoire, ni même une pierre de nos forteresses ; les pierres nous seraient restées. La Prusse, à cette époque, se contentait du démantèlement de Strasbourg et d'un milliard et demi. »

Ce n'était pas là précisément une révélation. M. Thiers avait depuis longtemps fait connaître à Tours, à Bordeaux, à Versailles, le résultat de ses négociations, rejeté par le gouvernement du septembre.

Une réflexion vous viendra tout naturellement à l'esprit.

Si le 31 octobre M. Thiers obtenait la paix à ces conditions, et il l'a cent fois affirmé, M. de Bismark, qui se montrait si disposé à conclure la paix après Sedan, n'eût-il pas fait des conditions plus douces encore ?

On voit ce que nous coûte le 4 septembre, aggravé de l'insurrection de Paris.

Pour extrait : A. Laytou.

Correspondances

(Service spécial du Journal du Lot).

Versailles, 26 mai.

Les opérations militaires sont activement poursuivies par les trois corps qui opèrent dans Paris. L'armée est admirable d'énergie ; elle n'a essuyé que très peu de pertes.

Les seuls points de Paris où les insurgés résistent encore sont les buttes Chaumont et Belleville qui continuent ce matin une canonnade violente, mais il est probable que la journée verra la fin de l'insurrection.

Nos troupes occupent le fort de Montrouge. Nous avons pris cette nuit l'Hôtel-de-Ville et occupé toute la cité. On parlait hier de l'incendie du Palais de Justice, jusqu'à présent cette nouvelle n'est pas confirmée et nous espérons qu'elle est fautive.

Hier, vers 1 heure 1/2, une forte explosion a été entendue à Versailles ; c'était le Luxembourg que les insurgés venaient de faire sauter en partie.

Il ne reste plus qu'un brasier sur l'emplacement des Tuileries jusqu'aux deux guichets Lesdiguères et Roban.

Une grande partie du Louvre est brûlée. On n'espère guère que sauver la colonnade. Le Palais Royal est brûlé.

Le Français donne les détails suivants :

Les habitants de la rue de Lille ont été prévenus mardi, à 8 heures 1/2 du soir, que le feu allait être mis au Conseil d'Etat, et que leurs maisons étaient destinées à subir le même sort. Peu d'heures après, les incendiaires promenant des torches et versant du pétrole, ont parcouru la rue de Lille. On nous cite parmi les habitations anéanties les quatre maisons qui forment les angles de la rue du Bac et de la rue de Lille. La maison du Bon Marché, à l'extrémité de la rue du Bac, est

absolument détruite. Rue Royale, les pompiers lançaient avec des pompes des jets qui paraissent exciter plutôt qu'éteindre l'incendie. On saisit leurs pompes qui étaient pleines de pétrole.

Le capitaine des pompiers et les servants de la pompe, qui appartenaient à la Commune, furent immédiatement fusillés.

Bien que le feu soit à l'Hôtel-de-Ville, on espère encore sauver une partie notable de ce monument.

Le ministère des affaires étrangères et le ministère de la guerre sont en bon état. La maison qui fait le coin de la rue Bellechasse est brûlée. La caserne du quai d'Orsay ne paraît pas atteinte. La caisse des dépôts et consignations est brûlée. Le ministère des finances est absolument détruit.

A la place Vendôme, tout est en bon état. La barricade qui barrait la rue Castiglione à la hauteur de la rue Saint-Honoré, existe encore.

Vers midi, on a arrêté dans la rue Miro-mesnil des femmes et des enfants porteurs d'arrosoirs à l'aide desquels ils jetaient du pétrole dans les caves, à travers les soupiroux. On dit que les magasins du Petit-St-Thomas, rue du Bac, désigné pour être brûlé, n'a échappé que parce que les propriétaires avaient remis 50,000 francs à un des principaux agents de la Commune. On dit que les communaux n'avaient pas évacué leur ambulance des Tuileries et que 400 de leurs blessés avaient péri dans les flammes. A six heures du soir, arrivaient à Paris de longues files de fourgons chargés de pompes et remplis d'hommes de bonne volonté arrivés de Rambouillet, de Chartres et de diverses autres villes de la ligne de l'Ouest, pour conjurer les progrès de l'incendie qui consume Paris.

On prétend que c'est un colonel américain fait prisonnier qui avait préparé toute l'œuvre d'incendie et d'explosions. Il a été, assure-t-on, fusillé.

Le nombre des prisonniers faits jusqu'à présent est de 12,000 ; nous en aurons bientôt 20,000. Le nombre des insurgés tués est considérable.

On assure que le général Vinoy serait nommé gouverneur de Paris.

D'après le *Gaulois* l'archevêque de Paris aurait été fusillé.

M. Rampont est parti hier, dit le *Soir* pour réorganiser le service des postes à Paris.

Le général Clinchant aurait fait demander à Versailles des pièces de marine, afin d'armer la butte Montmartre et de tirer sur Belleville d'où les insurgés font sur lui un feu très-vif.

On assure, dit le *Temps*, que le chef principal des insurgés, M. Delescluze, a été arrêté à Villiers-le-Bel. Deux membres du Comité de Salut public, Eudes et Ranvier auraient été également arrêtés et conduits à Versailles. On dit enfin que Félix Piat et Pascal Grousset ont réussi à s'enfuir et à gagner la Belgique, il y a deux jours déjà.

Le général Cluseret aurait été arrêté.

On lit dans le *Journal officiel* :

Nous pensions hier que la guerre civile serait terminée dans la journée qui s'achève, et que nous étions arrivés au terme de la série effroyable de malheurs qui ont fondu sur la France. Mais les misérables auteurs de l'insurrection, se voyant sur le point d'être anéantis, ont voulu consommer leur œuvre en livrant Paris aux flammes.

Ils ont commencé par les Tuileries, qui ont brûlé la nuit entière et une partie de la mati-

née. Un moment on a pu craindre de voir le feu s'étendre jusqu'au Louvre, et dévorer les chefs d'œuvre qu'il renferme ; mais cet irréparable malheur nous a été épargné, grâce au dévouement de nos soldats.

A 10 h. ce matin, éclatait l'incendie de l'Hôtel-de-Ville. Le Palais Royal, le ministère des finances, le palais de la Légion d'honneur, plusieurs autres édifices, un assez grand nombre de maisons particulières ont été la proie des flammes.

Depuis des siècles, l'histoire ne connaissait plus ni de tels désastres ni de tels crimes.

Nous extrayons d'un rapport adressé au ministre de l'instruction publique, par des députés envoyés à Paris dans la journée, les détails suivants :

La bibliothèque du Louvre n'existe plus. Il n'en reste pas un seul volume.

L'Hôtel-de-Ville et sa bibliothèque sont en ce moment en flammes.

Tout était prêt pour l'incendie de l'Institut et de la bibliothèque Mazarine ; la rapide attaque de nos marins a déjoué ces projets abominables. La bibliothèque nationale a dû de même, au courage de nos soldats, sa préservation. L'éclat des Beaux-Arts, les collections de Sévres, placées depuis le siège au ministère de l'Agriculture, sont maintenant à l'abri de tout danger et occupées par des postes nombreux. Tout fait espérer que le Luxembourg n'a pas été atteint.

On lit dans la *Liberté* :

Une grande préoccupation du maréchal Mac-Mahon était la Banque.

On savait que les employés, armés, n'étaient que tolérés, et que la Commune avait donné des ordres pour que les caves, pleines d'or, fussent pillées au dernier moment par les premiers arrivés.

Une demi-brigade a été dirigée vers la Banque, immédiatement après la prise de la place Vendôme.

Il était temps, les braves employés étaient aux abois. Ils entendaient la mitraille, le canon tonner de toutes parts, et ils s'attendaient à être forcés.

Les derniers millions de la Banque ne sont pas volés. Il y en a déjà eu bien assez de réquisitionnés, même avec le consentement de M. Thiers.

— Il y a des rues dans Paris où des cadavres d'insurgés sont amoncelés. Il y en a dans presque toutes les maisons, où un très-grand nombre d'hommes blessés se sont réfugiés et sont morts isolément, privés des premiers secours.

Pour extrait : A. Laytou.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 24 mai.

M. l'amiral de La Roncière le Noury.

En présence des douloureuses nouvelles dont à chaque instant nous arrive l'effroyable développement, dans la cruelle douleur de nos cœurs, je demande qu'il n'y ait pas de séance aujourd'hui. (Interruptions. — Au contraire !)

Si le Gouvernement a des communications à nous faire, certainement nous les accueillerons avec empressement, avec espérance. Mais quant aux affaires autres qui sont à l'ordre du jour, je ne me sens pas, quant à moi, l'esprit en état d'y penser. (Très-bien !)

Ce que nous avons à faire, c'est de prier Dieu qu'il inspire à nos gouvernants des déterminations viriles, des résolutions d'énergiques répressions pour ces criminels qui désolent la France, qui

